

L'ex-rébellion du Burundi remet ses armes à l'armée nationale

PANA, 30/04/2009 Bujumbura, Burundi - Les Forces nationales de libération (FNL, ex-rébellion au Burundi) ont remis officiellement, jeudi, leur arsenal de guerre à la Force de défense nationale (FDN, nouvelle armée nationale du pays) en signe de renoncement définitif à une lutte armée qu'elles ont menée durant 30 ans, a-t-on appris de source sécuritaire à Bujumbura. La remise d'une petite quantité de 633 fusils de type Kalachnikov, de mortiers et autres mitrailleuses par un mouvement rebelle qui se disait fort de plus de 21.000 combattants, n'a pas convaincu tous les participants à la cérémonie qui s'est déroulée à Rubira, une localité du nord-ouest du pays, en présence des membres du Comité conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu avec le pouvoir central de Bujumbura et des représentants de la médiation sud-africaine dans le conflit burundais.

Le Secrétaire général des FNL, Jonas Nshimirimana, a juré qu'il ne restait pourtant plus une seule arme cachée en réponse aux interrogations des sceptiques. La guérilla des FNL aurait d'ailleurs fait des progrès considérables en matière d'équipements militaires pour avoir commencé la lutte armée avec moins de 10 fusils, à en croire toujours M. Nshimirimana. Le désarmement "intégral" des FNL intervient quelques jours après leur agrandissement en tant que parti politique pouvant à l'avenir dans la légalité constitutionnelle. Le dernier des sept ex-principales rébellions du pays a également déjà rempli ses obligations vis-à-vis de l'accord global de cessez-le-feu avec l'Etat burundais en procédant à la mobilisation et la réintégration dans une nouvelle vie socioprofessionnelle d'un effectif de 8.500 ex-combattants reconnus. Dans cette dernière ligne droite de mise en application effective de l'accord, la balle est maintenant dans le camp de l'Etat burundais qui tarde à préciser les postes de responsabilité à donner aux cadres rebelles pour compléter leur engagement en faveur d'une paix définitive et durable dans le pays. Le Burundi tente difficilement de sortir de plus de 15 ans de guerre civile qui a fait à ce jour au moins 300.000 morts et ruiné littéralement l'économie nationale. Plus d'un million d'autres citoyens ont fui la guerre à l'intérieur et à l'extérieur du pays avant de retourner progressivement chez eux depuis quelques temps. La pauvreté structurelle, les conflits fonciers ainsi que la consolidation d'une démocratie encore jeune et le partage plus équitable du "petit gâteau national" sont autant de défis qui restent à relever pour ne pas retomber dans les affres de la guerre et asseoir une stabilité socio-économique et politique durable au Burundi, estiment les observateurs de la scène politique burundaise à Bujumbura.